

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

PWGSC/TPSGC Acquisitions
1045 Main Street
1st Floor, Lobby C
Unit 108
Moncton, NB E1C 1H1
Bid Fax: (506) 851-6759

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES
RELATIVES À LA SÉCURITÉ.

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

NB / PEI Division - Moncton Acquisitions Office
1045 Main Street
1st Floor, Lobby C
Unit 108
Moncton, NB E1C 1H1

Title - Sujet Modèle de programme correctionnel i	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21280-120029/A	Date 2012-05-14
Client Reference No. - N° de référence du client 21280-120029	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MCT-011-4460
File No. - N° de dossier MCT-1-34482 (011)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-06-04	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sharpe, Charlene A.	Buyer Id - Id de l'acheteur mct011
Telephone No. - N° de téléphone (506)851-3467 ()	FAX No. - N° de FAX (506)851-6759
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA Atlantic Dist Office/Comm Prog Mgr 33 Weldon Street, Suite 220 MONCTON New Brunswick E1C0N5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Solicitation No. - N° de l'invitation

21280-120029/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mct011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21280-120029

File No. - N° du dossier

MCT-1-34482

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-
1. Énoncé des travaux
 2. Clauses et conditions uniformisées
 3. Durée du contrat
 4. Paiement
 5. Instructions pour la facturation
 6. Exigences en matière d'assurance
 7. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe D	Exigences en matière d'assurance
Annexe E	Critères d'évaluation technique

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations: comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
Partie 7	7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent: 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent:

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe D	Exigences en matière d'assurance
Annexe E	Critères d'évaluation technique

2. Sommaire

Demande d'offre à commandes régionale visant l'exécution d'un modèle de programme correctionnel intégré, Programme de maintien communautaire, pour le Service correctionnel du Canada (SCC) dans les régions de Moncton, de Fredericton, de Bathurst, de Edmundston et de Saint John (Nouveau-Brunswick), au fur et à mesure des besoins, pour la période allant du 1 octobre 2012 au 30 septembre 2013, avec la provision de prolonger le contrat de quatre (4) périodes d'une année chacune.

Le Service correctionnel du Canada (SCC) contribue la protection de la société en assurant que la programmation appropriée est en place lorsque les délinquants sont libérés. Dans le cadre de son mandat,

le SCC a besoin d'une programmation communautaire pour les délinquants en libération conditionnelle afin d'améliorer le potentiel de développement personnel et assister la réinsertion sociale des délinquants en tant que citoyens respectueux de la loi. Les Programmes de maintien communautaire sont conçus pour la révision et l'application d'un choix d'habiletés de base dans les programmes de préparation pour les tâches pratiques, les problèmes et les situations haut niveau de risque dans la collectivité, afin de prévenir la récidive. Les candidats qui demandent de participer et qui rencontrent les critères de sélection seront référés au Contractant par le Service correctionnel du Canada (SCC).

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances, et la Partie 7A - Offre à commandes. Les offrants devraient consulter le document «Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

Le besoin est limité aux produits et/ou aux services canadiens.

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012/03/02) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent vingt (120) jours

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres **transmises par courrier électronique à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.**

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Critères techniques obligatoires tel que précisé dans l'annexe E.

1.1.2 Critères techniques cotées

Critères techniques cotés tel que précisé dans l'annexe E.

1.2 Évaluation financière

Référence CCUA
M0220T

Section
Évaluation du prix

Date
2007/05/25

NOTA: Les offrants peuvent soumettre des prix pour la fourniture de services à Moncton, ou à Fredericton, ou à Bathurst, ou à Edmunston, ou à Saint John, ou une combinaison d'un lieu ou tous les lieux.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - cotation numérique minimale

1. Pour être déclarée recevable, une offre doit :

- a) respecter toutes les exigences de la demande d'offres à commandes;
 - b) satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
 - c) obtenir au moins 60 p. 100 des points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte 125 points.
2. Les offres ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. L'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

(Derived from - Provenant de: M0034T, 2007/11/30)

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- a) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'quit en matire d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ☐ est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) ☐ est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

Signature

Date

(Derived from - Provenant de: M2000T, 2010/08/16)

1.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des

fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus?

OUI ()

NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? OUI () NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;

- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

Signature

Date

(Derived from - Provenant de: M3025T, 2010/01/11)

1.3 Attestation du contenu canadien

1.3.1 Clause du guide des CCUA A3050T (2010/01/11) Définition du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

Signature

Date

(Derived from - Provenant de: A3055T, 2010/01/11)

1.4 Statut et disponibilité du personnel

Référence CCUA

M3020T

Section

Statut et disponibilité du personnel

Date

2010/01/11

1.4.1 Études et expérience

L'offrant atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec son offre, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux

réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, l'offrant garantit que les chaque individu qu'il a offert est en mesure d'exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Signature

Date

(Derived from - Provenant de: M3021T, 2007/05/25)

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

1. Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

2. Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau **PROTÉGÉ B**, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et/ou de production au niveau PROTÉGÉ tant que la DSIC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau **PROTÉGÉ B** compris un lien électronique au niveau **PROTÉGÉ B**.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

3. **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 **Conditions générales**

2005 (2012/03/02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

4. **Durée de l'offre à commandes**

4.1 **Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 octobre 2012 au 30 septembre 2013.

4.2 **Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour quatre (4) périodes supplémentaires, à partir du 1 octobre 2013 jusqu'au 30

septembre 2014, à partir du 1 octobre 2014 jusqu'au 30 septembre 2015, à partir du 1 octobre 2015 jusqu'au 30 septembre 2016, et à partir du 1 octobre 2016 jusqu'au 30 septembre 2017, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

(Derived from - Provenant de: M9014C, 2008/05/12)

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Charlene Sharpe
Agente d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
1045 rue Main, Unité 108,
Moncton, (N.-B.) E1C 1H1
Téléphone : 506-851-3467
Télécopieur : 506-851-6759
Courriel : Charlene.Sharpe@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant *Offrants doivent fournir l'information suivante:*

Nom: _____
Téléphone: _____
Télécopieur: _____
Courriel: _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Service correctionnel du Canada
Programmes communautaires
District de l'Atlantique
Moncton (Nouveau-Brunswick)

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, ou un document électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 6 780,00 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 278 200,00 \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

(Derived from - Provenant de: M4506C, 2011/05/16)

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) 2005 (2012/03/02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;

- d) 2035 (2012/03/02), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- e) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe B, Base de paiement;
- g) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'Annexe D, Exigences en matière d'assurance; et
- i) l'offre de l'offrant en date du _____

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

11.2 Clauses du guide des CCUA

Référence CCUA	Section	Date
M3020C	Statut et disponibilité du personnel	2010/01/11
M3060C	Attestation du contenu canadien	2008/05/12

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick., et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2035 (2012/03/02), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

(Derived from - Provenant de: C0206C, 2011/05/16)

Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé, et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

Coût estimatif : _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*)

(Derived from - Provenant de : C4005C, 2010/01/11)

4.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que

l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

(Derived from - Provenant de: C6001C, 2011/05/16)

4.3 Clauses du guide des CCUA

Référence CCUA	Section	Date
A9117C	T1204 - demande directe du ministère client	2007/11/30
H1001C	Paielements multiples	2008/05/12

4.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit inclure:

- a. Numéro de facture;
- b. Date de facture;
- c. Nom et adresse de l'entrepreneur;
- d. Numéro de contrat de référence;
- e. Code financier de référence;
- f. Titre de projet;
- g. Dates de livraison de sessions;
- h. Registre de présence;
- i. Nom du facilitateur;
- j. Langue du programme livré;
- k. Rapports (voir Énoncé de travaux - Annexe A)

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

(Derived from - Provenant de: H5001C, 2008/12/12)

6. **Clauses du guide des CCUA**

Référence CCUA	Section	Date
A9068C	Règlement concernant les emplacements du gouvernement	2010/01/11
C0710C	Vérif. du temps et du prix contractuel	2007/11/30

7. **Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

(Derived from - Provenant de: G1001C, 2008/05/12)

ANNEXE D**EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

-
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

(Derived from - Provenant de: G2001C, 2008/05/12)

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c) Garantie non-assurance des tiers;
 - d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

(Derived from - Provenant de: G2020C, 2008/05/12)

**ANNEXE A
ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

TITRE : MODÈLE DE PROGRAMME CORRECTIONNEL INTÉGRÉ (MPCI)

PROGRAMME DE MAINTIEN COMMUNAUTAIRE, MULTI CIBLE, (PMC – MC)

ET/OU

PROGRAMME DE MAINTIEN COMMUNAUTAIRE, DÉLINQUANCE SEXUELLE (PMC-DS)

Le Service correctionnel du Canada (SCC) contribue à la protection de la société en assurant que la programmation appropriée est en place lorsque les délinquants sont élargis. Dans le cadre de son mandat, le SCC a besoin d'une programmation communautaire pour les délinquants en libération conditionnelle afin d'améliorer le potentiel de développement personnel et assister à la réinsertion sociale des délinquants en tant que citoyens respectueux de la loi. Les Programmes de maintien communautaire sont conçus pour la révision et l'application d'un choix d'habiletés de base dans les programmes de préparation pour les tâches pratiques, les problèmes et les situations à haut niveau de risque dans la collectivité, afin de prévenir la récidive. Les candidats qui demandent de participer et qui rencontrent les critères de sélection seront référés au Contractant par le Service correctionnel du Canada (SCC).

Un cycle du MPCI PMC (MC ou DS) est donné au rythme d'une session par semaine pendant douze semaines ; le nombre total d'heures par cycle par programme est décrit en détail dans les tableaux fournis dans ce document.

RESPONSABILITÉS DU SERVICE

Le Service doit :

- a) Référer les délinquants au programme.
- b) S'assurer que les compétences du fournisseur de services (y compris tous les sous contractants) sont acceptables au Service et qu'il/elle est formé(e) dans le Modèle du programme correctionnel intégré (MPCI) ainsi que toute autre formation supplémentaire requise pour s'acquitter des tâches en rapport avec la prestation de ce programme.
- c) Élaborer un horaire écrit de prestation du programme. Il est admis que l'horaire peut être modifié de temps en temps selon que des besoins sont repérés.

RESPONSABILITÉS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

- a) Faire la prestation du nombre de cycles requis du MPCI (que ce soit le PMC MC ou le PMC DS) selon les besoins des délinquants, conformes aux normes du Service, les directives nationales, les lignes directrices et selon les régions où sont situées les établissements ;
- b) Faire la prestation des sessions requises par semaine selon les besoins (voir le tableau du PMC-MC (page 4 de 7) et le PMC-DS (page 5 de 7) ;
- c) Faire le traitement des références au MPCI selon les lignes directrices de la mise en œuvre nationale du MPCI et de la Gestion des programmes. Les clients sont référés par le Conseil des interventions correctionnelles du SCC par l'entremise du Système de gestion des détenus (SGD). Les listes des affectations des programmes sont transmises au Contractant par télécopieur ou par courriel lorsqu'elles sont mises à jour.
- d) S'assurer que le programme est à pleine capacité (un maximum de 10 participants) en effectuant un examen hebdomadaire et l'admission continue des participants sur liste d'attente par téléphone avec le Gérant du programme ou par l'entremise du Conseil des interventions correctionnelles ;
- e) Obtenir le matériel du programme et préparer des plans de leçons ;
- f) Effectuer des entrevues individuelles pré programme et semi structurées, les évaluations des participants et tout ce que cela comporte tel que prévu au tableau fourni. Lorsque la formation du SCC en MPCI est terminée, la facilitation du MPCI du Contractant ou du sous contractant fera l'objet d'un examen selon les lignes directrices et les normes nationales dans le cadre d'un processus d'examen de la qualité, par un gestionnaire régional de programme. Les résultats seront communiqués

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

à l'Autorité du projet, qui doit fournir des copies des résultats au facilitateur (le sous contractant) ou le contractant (facilitateur).

- g) Les rapports finaux doivent être terminés dans un délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la dernière journée de la participation du délinquant et les données doivent être saisies dans le Système de gestion des délinquants (SGD).
- h) Consulter ou donner une rétroaction, selon les besoins, à l'agent de libération conditionnelle de chaque participant en faisant référence au comportement, aux présences, à la réponse du client aux personnes dans le groupe et au traitement individuel.
- i) Signaler à l'agent de libération conditionnelle du sujet sans délai verbalement (par téléphone) ou par écrit (fichier de travail de cas dans le Système de gestion des délinquants), des absences non prévues aux sessions de groupe et individuelles ou aux autres activités prévues.
- j) Consulter l'agent de libération conditionnelle du délinquant et le Gérant de programme avant de retirer un participant du programme.
- k) Maintenir à jour une feuille mensuelle des présences en indiquant les noms des participants à chaque programme (qui doit être jointe à chaque facture mensuelle transmise à l'Autorité du projet).
- l) Faire la saisie des fichiers de travail de cas dans le Système de gestion des détenus après chaque session (y compris l'entrevue pré programme avec le formulaire de consentement signé ou le refus de signer et les conférences de cas post programme ou le partage des rapports) ; ce registre doit également être joint à la facture mensuelle transmise à l'Autorité du projet.
- m) Fournir une salle de classe, l'équipement requis et les fournitures ainsi que tous les services administratifs en rapport avec le programme.
- n) Participer à la prestation de la formation de programmes financée par le SCC, selon les besoins et les disponibilités.
- o) Participer au Conseil communautaire en interventions correctionnelles (CCIC) afin de donner des consultations concernant les critères d'admissibilité au Programme de base du SCC et de donner son avis concernant les orientations particulières de cas et la participation à la programmation selon les besoins.
- p) Chaque session suit le même processus (voir ci-dessous) et a une durée d'environ deux heures (comprenant une pause de 15 minutes) :
 - 1. Tour de table et présentations (30 minutes)
 - 2. Sujets globaux (facultatif)
 - 3. Volet structuré, chacun avec un thème particulier et un ensemble d'habiletés (50 - 60 minutes)
 - 4. Mise à jour du plan d'autogestion (10 minutes)
 - 5. Résumé (5 - 10 minutes)
- q) Le Contractant doit donner les services prévus ci-dessous aux personnes référées par le Service correctionnel du Canada (SCC). (La prestation de tous les programmes doit être faite par une personne formée par le personnel du SCC en ce qui concerne le Programme de maintien communautaire MPCJ multi cible et le Programme MPCJ PMC délinquance sexuelle. Le Contractants doivent également participer au processus d'attestation et d'assurance de la qualité et terminer ce processus, conformément aux normes nationales et aux lignes directrices les plus récentes et mises à jour.)
- r) Le Contractant doit faire la prestation du Programme continu de maintien communautaire tel que prévue par le Service correctionnel du Canada lorsque requis. Veuillez consulter le tableau pour le nombre maximal de cycles par secteur.
- s) La prestation des programmes doit se faire dans les locaux du Contractant à moins qu'il y ait d'autres pré arrangements. La prestation des programmes doit se faire soit de jour ou de soir, selon la disponibilité des clients et leurs besoins. La prestation de chaque programme doit se faire comme suit :
 - 1. Le Contractant doit donner le service pour un nombre maximal de dix (10) clients avec un maximum de quatre (4) sessions individuelles par cycle. Le programme doit comporter une session hebdomadaire de groupe d'une durée de deux (2) heures par session en plus de produire et classer les rapports des entrevues intérimaires et post programme.
 - 2. Le Contractant doit respecter le contenu du cours en donnant chaque session du Programme de maintien communautaire conformément au Manuel du programme de maintien communautaire.

TRANSMISSION DES FICHIERS DE TRAVAIL DE CAS ET DES RAPPORTS DE PROGRAMME SUR SUPPORT INFORMATIQUE :

- a) Lorsque le branchement au SGD n'est pas disponible au Contractant, les Fichiers de travail et cas et les Rapports de programme doivent être produits sur support papier et électronique. Le support électronique doit être Microsoft Word 6.0 jusqu'à la version XP ou en utilisant un programme de traitement de texte compatible.

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

- **LES FICHIERS DE TRAVAIL DE CAS** doivent être remplis pour chaque participant lors de chaque session de reprise après que la session soit donnée et dans un délai d'un jour ouvrable. Toutes les autres données saisies (c'est-à-dire le cheminement en rapport avec le sujet de la session) doivent être **acheminées au plus tard le 28e jour de chaque mois**.
- **LES RAPPORT FINAUX DE PROGRAMME DOIVENT** être saisis dans le SGD dans un délai de huit (8) jours ouvrables suivant un cycle de 12 semaines. Lorsque le rapport est terminé, il doit être transmis à l'adjointe administrative pour faire la saisie dans le SGD et transmis au Gestionnaire du programme pour un examen de la qualité lorsqu'il est saisi dans le Système de gestion des détenus. Lorsqu'un branchement au SGD est disponible au Contractant avec le courriel sécurisé, les Rapports de programme et les Fichiers de travail de cas doivent être traités comme suit : le Contractant doit faire la saisie du rapport et du fichier de travail de cas et aviser l'adjointe administrative aux programmes et le Gestionnaire des programmes que le rapport est saisi et qu'il est prêt à être examiné. Le Contractant doit également faire part de l'état de l'assignation du délinquant en rapport avec le motif pour la préparation du rapport final.
- **LES DONNÉES CONCERNANT LA GESTION DU PROGRAMME GÉNÉRIQUE DE RENDEMENT (GPGR) DOIVENT ÊTRE SAISIES POUR CHAQUE DÉLINQUANT CONFORMÉMENT AU CONTENU DU PROGRAMME/AUX POLITIQUES.**

ANNULATION D'UN PROGRAMME :

1. Une confirmation écrite de l'annulation d'un programme sera donnée au contractant 48 heures avant la date du début du programme.
2. Le Contractant qui doit annuler un programme prévue doit en aviser l'Autorité du projet pour le Service correctionnel du Canada dans un délai de 48 heures avant le début prévu du programme.

La prestation du Programme de maintien communautaire (multi cible et délinquance sexuelle) doit se faire conformément aux Directives du Commissaire indiquées ci-dessous :

- Programmes correctionnels (DC 726);
- Normes des programmes correctionnels (DC 726-1);
- Accessibles à :
 - ♦ Langue anglaise: http://www.csc-s.gc.ca/text/legislat_e.shtml
 - ♦ Langue française : http://www.csc-scc.gc.ca/text/legislat_f.shtml
- Norme de branchement sécuritaire des agences communautaires – annexe 1-.26.2006, et des Résidences communautaires (RC) ;
- Formulaire « Autorisation de quitter pour les employés/contractants et autres » ;
- Manuels du Programme MPCl de maintien communautaire (Multi cible et Délinquance sexuelle) ;
- Lignes directrices pour la mise en œuvre du Programme MPCl et de la Gestion des programmes.

AUTORISATION DE PRESTATION :

1. Ce document n'oblige pas Sa Majesté à autoriser des services en quantités suffisantes pour dépenser le montant total estimé ni une partie quelconque de ces dépenses.

RÉFÉRENCES DES CLIENTS :

1. Les clients sont référés par l'entremise du Conseil des interventions correctionnelles du SCC par le SGD. Lorsqu'elles sont mises à jour, les listes des assignations aux programmes sont transmises par télécopieur/courriel au Contractant.

**ANNEXE A
ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

PROGRAMME DE MAINTIEN COMMUNAUTAIRE, MULTI CIBLE

LE CONTENU DE LA SESSION DE PMC MC COMPREND LES MODULES SUIVANTS :

- Trouver l'équilibre SMART
- Gestion des désires, des tentations et des impulsions
- Habilités et relations en matière de communication
- Mettre l'accent sur la gestion des problèmes
- Gestion des émotions néfastes
- Ce que je recherche dans mon temps de loisir
- Faire face aux pensées dangereuses
- Équilibrer la roue de la bonne vie
- Un soutien bon et mauvais
- Composer avec le conflit
- Surveiller les signes d'avertissement
- Garder vos pensées en perspective

1. Nombre d'heures estimées pour un maximum de dix (10) délinquants :

	NOMBRE MAXIMAL D'HEURES ESTIMÉ
Références : Obtenir des listes de références et les renseignements pertinents du Plan correctionnel, le rapport du programme de préparation et les indicateurs des besoins à partir de l'Évaluation du délinquant à l'admission (.5 heure par délinquant)	5
Entrevue pré programme et résultat de l'évaluation : Faire les évaluations pré programme et la saisie des données. Déterminer le besoin de participer. (Un maximum d'une à 2 heures par délinquant)	20
Préparation de la prestation : Préparer le plan de leçon, obtenir le matériel nécessaire pour la prestation, accessoires pour la salle de classe, etc. (1 heure par session)	12
Prestation du programme : **(2 heures x 12 sessions/cycle = 24 heures + 1hr pour tenir compte des circonstances difficiles)	**25
Correction des devoirs : les participants se voient assigner des tâches et des devoirs du cours du programme. Le facilitateur doit les corriger et donner une rétroaction. Comprend aussi l'attribution des notes des tests.	5
Évaluations des sessions quotidiennes/des participants : Les évaluations sont faites quotidiennement en donnant le programme. (1 heure par session)	12
Sessions de reprise : Les sessions manquées doivent être reprises par le facilitateur en sessions individuelles. . (Un maximum de 4 sessions par cycle conformément au paragraphe 1 des Responsabilités du contractant à la page 2 de 7)	4
Évaluation post programme : Après la fin du programme, une entrevue et la saisie des données sont prévues avec chaque participant (1-2 heures par participant)	20
Préparation des rapports : Doivent être compilés lors de la conclusion du programme pour chaque participant en fonction des progrès enregistrés dans le cadre du programme dans les secteurs de besoins identifiés. Le rapport doit être saisi dans le SGD. (1-4 heures par participant)	40
Nombre total pour la prestation par 12 sessions	138

**** Compte tenu du fait que le PMC MC, est conçu pour un maximum de dix participants, le SCC tiendra compte des circonstances exceptionnelles, telles les exigences linguistiques et/ou le fait que les participants ne peuvent pas assister aux sessions des programmes en raison du fait qu'ils habitent des secteurs ruraux. En raison de ces circonstances, le programme devrait être donné à une ou à quelques personnes qui ne peuvent pas assister aux sessions hebdomadaires mais qui doivent recevoir une intervention correctionnelle afin d'être conforme à son plan correctionnel.**

**ANNEXE A
ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

PROGRAMME DE MAINTIEN COMMUNAUTAIRE, DÉLINQUANCE SEXUELLE

LE CONTENU DE LA SESSION DU PMC DS COMPREND LES MODULES SUIVANTS :

- Trouver l'équilibre SMART
- Gestion des désires, des tentations et des impulsions
- Habilités et relations en matière de communication
- Mettre l'accent sur la gestion des problèmes
- Gestion des émotions néfastes
- Ce que je recherche de mon temps de loisir
- Faire face aux pensées dangereuses
- Équilibrer la roue de la bonne vie
- Un soutien bon et mauvais
- Composer avec le conflit
- Surveiller les signes d'avertissement
- Garder vos pensées en perspective

1. Nombre d'heures estimées pour un maximum de dix (10) délinquants :

	NOMBRE D'HEURES MAXIMALE ESTIMÉ
Références : Obtenir des listes de référence, les renseignements pertinents du Plan correctionnel, le rapport du programme de préparation et les indicateurs de besoin à partir de l'évaluation initiale des délinquants. Prévoir des entrevues pré programme. (,5 heures par délinquant)	5
Entrevue pré programme et résultat de l'évaluation : Faire les évaluations pré programme et la saisie des données. Déterminer le besoin de participer. (Un maximum d'une à 2 heures par délinquant)	20
Préparation de la prestation : Préparer le plan de leçon, obtenir le matériel nécessaire pour la prestation, accessoires pour la salle de classe, etc. (1 heure par session)	12
Prestation du programme : **(2 heures x 12 sessions/cycle = 24 heures + 1hr pour tenir compte des circonstances exceptionnelles)	**25
Correction des devoirs : les participants se voient assigner des tâches et des devoirs du cours du programme. Le facilitateur doit les corriger et donner une rétroaction. Comprend aussi l'attribution des notes des tests.	5
Évaluations des sessions quotidiennes/des participants : Les évaluations sont faites quotidiennement en donnant le programme. (1 heure par session)	12
Sessions de reprise : Les sessions manquées doivent être reprises par le facilitateur en sessions individuelles. (Un maximum de 4 sessions par cycle conformément au paragraphe 1 des Responsabilités du contractant à la page 2 de 7)	4
Évaluation post programme : Après la fin du programme, une entrevue et la saisie des données sont prévues avec chaque participant (1-2 heures par participant)	20
Préparation des rapports : Doivent être compilés à la conclusion du programme pour chaque participant en fonction des progrès enregistrés dans le cadre du programme dans les secteurs de besoins identifiés. Le rapport doit être saisi dans le SGD. (1-4 heures par participant)	40
Nombre total pour la prestation par 12 sessions	138

**** Compte tenu du fait que le PMC-DS est conçu pour un maximum de dix participants, le SCC le SCC tiendra compte des circonstances exceptionnelles, telles les exigences linguistiques et/ou le fait que les participants ne peuvent pas assister aux sessions des programmes en raison du fait**

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

qu'ils habitent des secteurs ruraux. En raison de ces circonstances, le programme devrait être donné à une ou à quelques personnes qui ne peuvent pas assister aux sessions hebdomadaires mais qui doivent recevoir une intervention correctionnelle afin d'être conforme à son plan correctionnel.

2. Détails du travail avec des clients qui ont commis des infractions de nature sexuelle :

(a) Avant de participer au programme de maintien, les clients doivent être vus individuellement par le fournisseur de services/facilitateur du programme qui doit faire une révision du dossier, des entrevues d'évaluation, l'administration et la correction de divers questionnaires/tests pour chaque participant au programme et doit fournir un sommaire des résultats qui sera intégré aux rapports finaux. Le participant doit participer à une entrevue d'évaluation, recevoir de l'orientation et avoir la possibilité de prendre connaissance et de signer le formulaire de « consentement à participation. » Avant l'entrevue, le fournisseur de services/facilitateur du programme doit prendre connaissance du dossier du délinquant et pourra consulter les fournisseurs de service du programme structuré de traitement de la délinquance sexuelle. Il est nécessaire d'obtenir une copie du plan d'analyse du comportement, des rapports du cheminement, d'autogestion et d'élargissement communautaire du client. Si ces renseignements ne sont pas disponibles au dossier du client, le fournisseur de services doit communiquer avec le fournisseur de services qui a effectué le traitement structuré afin de les obtenir.

b) Les divers questionnaires/tests qui doivent être donnés sont :

- **STATIC 99** doit être donné avant de débiter le programme. Si c'est effectué lors de l'admission, un examen doit être fait pour déterminer si une modification est requise.
- Le **STABLE 2007** : DOIT ÊTRE DONNÉ À NOUVEAU LORS DU MAINTIEN ET UNE FOIS PAR ANNÉE PAR LA SUITE. DOIT ÊTRE ÉGALEMENT DONNÉ POUR LE DERNIER RAPPORT DE MAINTIEN (EX. PAS D'AUTRE MAINTIEN EN ATTENDANT LA DEM).
- **Aigu – 2007** : L'échelle est valide pour un (1) mois et DOIT être donné au moins mensuellement et/ou s'il y a des modifications significatives dans le style de vie du délinquant. *Intégrer les résultats dans les rapports intérimaires de maintien. .

Nota : Le SCC fournira ces questionnaires/tests au contractant. .

EMPLACEMENT ET NOMBRE MAXIMAL DE CYCLES

(par période de douze mois lorsque requis pour le PMC-MC ou le PMC-DS)

EMPLACEMENT	NOMBRE MAXIMAL DE CYCLES
SECTEUR DE BATHURST *	6
SECTEUR D'EDMUNSTON **	6
MONCTON	12
FREDERICTON	12
SAINT-JOHN	12

* Le secteur de Bathurst comprend le secteur de Restigouche, Gloucester, Miramichi, Rogersville, Baie Ste-Anne et la Péninsule acadienne.

** Le secteur d'Edmundston comprend : Claire, Lac Backer, jusqu'à la frontière du Québec, Saint Quentin, Ste Anne, Kedgwick, Grand Falls, New Denmark, Perth Andover, la Réserve Tobique jusqu'à la limite du comté de Victoria.

FORMATION :

1. Les facilitateurs proposés doivent avoir été formés par le Service correctionnel du Canada dans la prestation du Modèle du programme correctionnel intégré, le Programme de maintien communautaire, Multi cible et Délinquance sexuelle, avant la date prévue du début du programme.
2. Le formateur du programme régional du SCC doit suivre le processus d'examen de la qualité conformément à la DC 726-1 avec l'objectif de s'assurer que le facilitateur contractuel formé respecte le contenu et les méthodes du programme lors de la prestation aux groupes ou aux délinquants individuels.

ANNEXE A
ÉNONCÉ DES TRAVAUX

3. Les normes d'évaluation du rendement sont prévues à la DC 726-1. L'objectif du processus de contrôle de la qualité est d'agréer le facilitateur.

RELATIONS DU TRAVAIL :

1. Cette offre à commandes prévoit la prestation d'un service et les services du Contractant sont retenus à titre de contractant indépendant pour les seules fins de la prestation d'un service. Le Contractant ou ses substituts potentiels ne sont pas embauchés en vertu des présentes à titre d'employés, de fonctionnaires ni à titre d'agents de la Couronne.
2. Le Contractant convient d'être la seule personne responsable du paiement des primes requises ou des déductions salariales, y compris celles en vertu du Plan de pension du Canada, le Programme d'assurance emploi, le Plan d'indemnisation des victimes de lésions professionnelles ou la Loi sur l'impôt.

AUTORISATION DE SÉCURITÉ ET SOUS CONTRATS :

Si requis, le Contractant doit remettre une liste des employés au SCC. Une demande de sous contrat devra être examinée et approuvée par l'Autorité du projet et tous les nouveaux employés qui font la prestation des programmes doivent obtenir une autorisation de sécurité appropriée.

INSTALLATIONS :

À moins que ce soit demandé par le SCC, ce dernier ne fournira pas les installations pour la prestation de ce programme.

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Vos frais raisonnablement et correctement engagés pour l'exécution du travail seront acquittés comme suit:

SECTEUR DE BATHURST (PAGES 1 À 4)

Fournir les services des facilitateurs de programmes pour faire la prestation des programmes de maintien communautaire MPCl, les programmes de maintien communautaire – multi-cibles (PMC-MC) tel que prévu par le Service correctionnel du Canada dans le secteur de Bathurst. Au cours de cette période le SCC demandera au contractant de fournir les services sur demande et lorsque requis.

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013;

- | | | |
|----|--|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Pour le secteur de Bathurst :

Total général du coût estimé (période initiale + les 4 périodes d'option)	_____ \$
TVH en sus (le cas échéant (13 %))	_____ \$
Total général pour fins d'évaluation	_____ \$

Notes :

1. Les tarifs par session comprennent : la préparation pré et post session, la prestation de la session, la rédaction de rapport et des livrables, l'administration des tests et leur correction, les conférences de cas, etc. tel qu'indiqué à l'Énoncé de travail ci-joint – Annexe A. Si le contractant doit donner un programme individuel à une personne lors de la prestation d'un programme, le paiement des services se fera au pro rata et seulement avec l'approbation de l'Autorité du projet (le gestionnaire du programme). Par exemple, si le contractant doit donner un PMC-MC et qu'il débute le programme à la session 7 de 12, le contractant sera rémunéré pour les cinq (5) sessions à donner plus une session additionnelle lorsque requis (doit être autorisé par l'Autorité du projet) afin que la révision et la recherche préprogramme puissent être effectuées.

Si une session doit être annulée, le SCC donnera un préavis de vingt-quatre (24) heures au contractant. Ce dernier doit fixer la session manquée à une date ultérieure.

2. Les frais raisonnables, corrects et préautorisés de déplacement et d'hébergement seront versés au contractant sur présentation des reçus originaux seulement. Ces frais doivent être engagés directement par le personnel qui exécute le travail sans allocation pour majoration ou profits, conformément au contrat. Le montant des frais de déplacement et d'hébergement ne doit pas être supérieur à ce qui est prévu à la Directive du Conseil mixte national concernant les déplacements. Les frais de transport aérien (le cas échéant) ne doivent pas être supérieurs à ceux en classe économiques. Tous les paiements sont sujets à vérification par le gouvernement.

Un montant qui ne doit pas être supérieur à la somme de 5 000,00 \$ est prévu pour la période initiale de l'offre à commandes et pour chaque période d'option afin de compenser les frais réels et raisonnables de déplacement.

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

POUR LE SECTEUR D'EDMUNDSTON (PAGES 5 À 8)

Fournir les services des facilitateurs de programmes pour faire la prestation des programmes de maintien communautaire MPCl, les programmes de maintien communautaire – multi-cibles (PMC-MC) tel que prévu par le Service correctionnel du Canada dans le secteur d'Edmundston. Au cours de cette période le SCC demandera au contractant de fournir les services sur demande et lorsque requis.

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013;

- | | | |
|----|--|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de six (6) cycles du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Pour le secteur d'Edmundston :

Total général du coût estimé (période initiale + les 4 périodes d'option)	_____ \$
TVH en sus (le cas échéant (13 %))	_____ \$
Total général pour fins d'évaluation	_____ \$

Notes :

1. Les tarifs par session comprennent : la préparation pré et post session, la prestation de la session, la rédaction de rapport et des livrables, l'administration des tests et leur correction, les conférences de cas, etc. tel qu'indiqué à l'Énoncé de travail ci-joint – Annexe A. Si le contractant doit donner un programme individuel à une personne lors de la prestation d'un programme, le paiement des services se fera au pro rata et seulement avec l'approbation de l'Autorité du projet (le gestionnaire du programme). Par exemple, si le contractant doit donner un PMC-MC et qu'il débute le programme à la session 7 de 12, le contractant sera rémunéré pour les cinq (5) sessions à donner plus une session additionnelle lorsque requis (doit être autorisé par l'Autorité du projet) afin que la révision et la recherche préprogramme puissent être effectuées.

Si une session doit être annulée, le SCC donnera un préavis de vingt-quatre (24) heures au contractant. Ce dernier doit fixer la session manquée à une date ultérieure.

2. Les frais raisonnables, corrects et préautorisés de déplacement et d'hébergement seront versés au contractant sur présentation des reçus originaux seulement. Ces frais doivent être engagés directement par le personnel qui exécute le travail sans allocation pour majoration ou profits, conformément au contrat. Le montant des frais de déplacement et d'hébergement ne doit pas être supérieur à ce qui est prévu à la Directive du Conseil mixte national concernant les déplacements. Les frais de transport aérien (le cas échéant) ne doivent pas être supérieurs à ceux en classe économiques. Tous les paiements sont sujets à vérification par le gouvernement.

Un montant qui ne doit pas être supérieur à la somme de 5 000,00 \$ est prévu pour la période initiale de l'offre à commandes et pour chaque période d'option afin de compenser les frais réels et raisonnables de déplacement.

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

POUR LE SECTEUR DE MONCTON (PAGES 9 À 12)

Fournir les services des facilitateurs de programmes pour faire la prestation des programmes de maintien communautaire MPC1, les programmes de maintien communautaire – multi-cibles (PMC-MC) ou de maintien communautaire – délinquance sexuelle (PMC-DS) tel que prévu par le Service correctionnel du Canada dans le secteur de Moncton. Au cours de cette période le SCC demandera au contractant de fournir les services sur demande et lorsque requis.

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013;

- | | | |
|----|--|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 5 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 5 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Pour le secteur de Moncton :

Total général du coût estimé (période initiale + les 4 périodes d'option)	_____ \$
TVH en sus (le cas échéant (13 %))	_____ \$
Total général pour fins d'évaluation	_____ \$

Notes :

1. Les tarifs par session comprennent : la préparation pré et post session, la prestation de la session, la rédaction de rapport et des livrables, l'administration des tests et leur correction, les conférences de cas, etc. tel qu'indiqué à l'Énoncé de travail ci-joint – Annexe A. Si le contractant doit donner un programme individuel à une personne lors de la prestation d'un programme, le paiement des services se fera au pro rata et seulement avec l'approbation de l'Autorité du projet (le gestionnaire du programme). Par exemple, si le contractant doit donner un PMC-MC et qu'il débute le programme à la session 7 de 12, le contractant sera rémunéré pour les cinq (5) sessions à donner plus une session additionnelle lorsque requis (doit être autorisé par l'Autorité du projet) afin que la révision et la recherche préprogramme puissent être effectuées.

Si une session doit être annulée, le SCC donnera un préavis de vingt-quatre (24) heures au contractant. Ce dernier doit fixer la session manquée à une date ultérieure.

2. Les frais raisonnables, corrects et préautorisés de déplacement et d'hébergement seront versés au contractant sur présentation des reçus originaux seulement. Ces frais doivent être engagés directement par le personnel qui exécute le travail sans allocation pour majoration ou profits, conformément au contrat. Le montant des frais de déplacement et d'hébergement ne doit pas être supérieur à ce qui est prévu à la Directive du Conseil mixte national concernant les déplacements. Les frais de transport aérien (le cas échéant) ne doivent pas être supérieurs à ceux en classe économiques. Tous les paiements sont sujets à vérification par le gouvernement.

Un montant qui ne doit pas être supérieur à la somme de 3 000,00 \$ est prévu pour la période initiale de l'offre à commandes et pour chaque période d'option afin de compenser les frais réels et raisonnables de déplacement.

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

POUR LE SECTEUR DE FREDERICTON (PAGES 13 À 16)

Fournir les services des facilitateurs de programmes pour faire la prestation des programmes de maintien communautaire MPCl, les programmes de maintien communautaire – multi-cibles (PMC-MC) ou de maintien communautaire – délinquance sexuelle (PMC-DS) tel que prévu par le Service correctionnel du Canada dans le secteur de Moncton. Au cours de cette période le SCC demandera au contractant de fournir les services sur demande et lorsque requis.

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013;

- | | |
|---|------------|
| 1) Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | |
| | _____ \$ |
| 3) Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | |
| | 3 000,00\$ |
| COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | |
| | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Pour le secteur de Fredericton :

Total général du coût estimé (période initiale + les 4 périodes d'option)	_____ \$
TVH en sus (le cas échéant (13 %))	_____ \$
Total général pour fins d'évaluation	_____ \$

Notes :

1. Les tarifs par session comprennent : la préparation pré et post session, la prestation de la session, la rédaction de rapport et des livrables, l'administration des tests et leur correction, les conférences de cas, etc. tel qu'indiqué à l'Énoncé de travail ci-joint – Annexe A. Si le contractant doit donner un programme individuel à une personne lors de la prestation d'un programme, le paiement des services se fera au pro rata et seulement avec l'approbation de l'Autorité du projet (le gestionnaire du programme). Par exemple, si le contractant doit donner un PMC-MC et qu'il débute le programme à la session 7 de 12, le contractant sera rémunéré pour les cinq (5) sessions à donner plus une session additionnelle lorsque requis (doit être autorisé par l'Autorité du projet) afin que la révision et la recherche préprogramme puissent être effectuées.

Si une session doit être annulée, le SCC donnera un préavis de vingt-quatre (24) heures au contractant. Ce dernier doit fixer la session manquée à une date ultérieure.

2. Les frais raisonnables, corrects et préautorisés de déplacement et d'hébergement seront versés au contractant sur présentation des reçus originaux seulement. Ces frais doivent être engagés directement par le personnel qui exécute le travail sans allocation pour majoration ou profits, conformément au contrat. Le montant des frais de déplacement et d'hébergement ne doit pas être supérieur à ce qui est prévu à la Directive du Conseil mixte national concernant les déplacements. Les frais de transport aérien (le cas échéant) ne doivent pas être supérieurs à ceux en classe économiques. Tous les paiements sont sujets à vérification par le gouvernement.

Un montant qui ne doit pas être supérieur à la somme de 3 000,00 \$ est prévu pour la période initiale de l'offre à commandes et pour chaque période d'option afin de compenser les frais réels et raisonnables de déplacement.

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

POUR LE SECTEUR DE SAINT JOHN (PAGES 17 À 20)

Fournir les services des facilitateurs de programmes pour faire la prestation des programmes de maintien communautaire MPCl, les programmes de maintien communautaire – multi-cibles (MPCl-MC) ou le programme de maintien communautaire – Délinquance sexuelle (PMC-DS), tel que prévu par le Service correctionnel du Canada dans le secteur de Saint John. Au cours de cette période le SCC demandera au contractant de fournir les services sur demande et lorsque requis.

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013 ;

- | | | |
|----|--|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

Services pour la prestation d'un nombre maximal de douze (12) cycles du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017 ;

- | | | |
|----|---|------------|
| 1) | Main-d'œuvre aux tarifs par session fixes suivants -
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 72 sessions (12 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| 2) | Un honoraire pour le défaut de se présenter, sans <u>aucune participation</u> pour un nombre maximal de deux (2) sessions par cycle complet
_____ \$ par session pour un nombre maximal de 12 sessions (2 sessions par cycle) ; | _____ \$ |
| | <i>VALEUR TOTALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ESTIMÉE</i> | _____ \$ |
| 3) | Frais de déplacement réels et raisonnables. | 3 000,00\$ |
| | <i>TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ESTIMÉS</i> | 3 000,00\$ |
| | COÛT TOTAL ESTIMÉ (1 + 2 + 3) | _____ \$ |

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

Pour le secteur de Saint John :

Total général du coût estimé (période initiale + les 4 périodes d'option)	_____ \$
TVH en sus (le cas échéant (13 %))	_____ \$
Total général pour fins d'évaluation	_____ \$

Notes :

1. Les tarifs par session comprennent : la préparation pré et post session, la prestation de la session, la rédaction de rapport et des livrables, l'administration des tests et leur correction, les conférences de cas, etc. tel qu'indiqué à l'Énoncé de travail ci-joint – Annexe A. Si le contractant doit donner un programme individuel à une personne lors de la prestation d'un programme, le paiement des services se fera au pro rata et seulement avec l'approbation de l'Autorité du projet (le gestionnaire du programme). Par exemple, si le contractant doit donner un PMC-MC et qu'il débute le programme à la session 7 de 12, le contractant sera rémunéré pour les cinq (5) sessions à donner plus une session additionnelle lorsque requis (doit être autorisé par l'Autorité du projet) afin que la révision et la recherche préprogramme puissent être effectuées.

Si une session doit être annulée, le SCC donnera un préavis de vingt-quatre (24) heures au contractant. Ce dernier doit fixer la session manquée à une date ultérieure.

2. Les frais raisonnables, corrects et préautorisés de déplacement et d'hébergement seront versés au contractant sur présentation des reçus originaux seulement. Ces frais doivent être engagés directement par le personnel qui exécute le travail sans allocation pour majoration ou profits, conformément au contrat. Le montant des frais de déplacement et d'hébergement ne doit pas être supérieur à ce qui est prévu à la Directive du Conseil mixte national concernant les déplacements. Les frais de transport aérien (le cas échéant) ne doivent pas être supérieurs à ceux en classe économiques. Tous les paiements sont sujets à vérification par le gouvernement.

Un montant qui ne doit pas être supérieur à la somme de 3 000,00 \$ est prévu pour la période initiale de l'offre à commandes et pour chaque période d'option afin de compenser les frais réels et raisonnables de déplacement.

ANNEXE E CRITÈRES D'ÉVALUATION

Modèle de programme correctionnel intégré (MPCI)

EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les parties qui font une proposition conviennent que pour être considérées comme étant valide, une offre DOIT être conforme à toutes les exigences obligatoires suivantes. Les propositions doivent être appuyées par des détails pertinents et adéquats, notamment lorsqu'une preuve à l'appui doit être fournie en raison d'une exigence obligatoire. Les propositions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires ne seront pas considérées.

ATTENTION PROPOSANTS : VEUILLEZ INDIQUER LE NUMÉRO DE LA PAGE DE VOTRE PROPOSITION OÙ SONT TRAITÉES LES QUESTIONS DEMANDÉES.

Le Proposant DOIT :		POUR FINS D'ÉVALUATION			
		NO DE LA PAGE	RESPECTÉ	NON RESPECTÉ	OBSERVATIONS
1	Démontrer que sa société/organisation possède au moins une (1) année d'expérience au cours des cinq (5) dernières années dans des projets qui comportent la prestation de conseils et/ou des interventions de services avec des clients qui représentent un risque dans le cadre d'un organisme qui fait la prestation de services aux personnes qui leur ont été référées par un professionnel ou un service fédéral ou provincial.				
2	Démontrer que les facilitateurs proposés possèdent au moins une (1) année d'expérience au cours des cinq (5) dernières années dans l'évaluation du comportement humain.				
3	Démontrer que les facilitateurs proposés possèdent au moins une (1) année d'expérience au cours des cinq (5) dernières années en interventions avec des personnes et/ou dans la prestation des interventions ayant pour objectif la modification du comportement humain avec une clientèle diversifiée, telles que les personnes ayant eu une maladie mentale, qui ont eu maille à partir avec le système de justice criminelle, ont été sans abri, qui ont eu des problèmes d'ordre financier ou personnel qui les a empêché de fonctionner correctement à leur emploi.				
4	Démontrer que les facilitateurs proposés ont gradué d'une université reconnue dans un domaine qui concerne la compréhension et l'évaluation du comportement humain (tel un Bac. en psychologie, sociologie, travail social, criminologie ou en enseignement) ; - OU - Démontrer que les facilitateurs proposés ont gradué d'une université reconnue et qu'ils possèdent une combinaison d'études post secondaires dans un domaine qui concerne la compréhension et l'évaluation du comportement humain.				
5	Joindre des CV détaillés pour chaque facilitateur proposé.				

ANNEXE E

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Notes concernant les critères d'évaluation

1. Lorsqu'on mentionne des projets antérieurs à titre d'exemple, les détails DOIVENT comprendre :
 - Les descriptions des projets et un survol des livrables
 - Les genres de population. (ex. genre, culture/langue, populations vieillissantes, personnes handicapées, faible niveau de fonctionnement, divers besoins de traitement ...)
 - Le genre de groupe et le nombre de participants par groupe
 - Le moment du début et de la fin (mois/année) du projet et préciser la durée du projet (mois/années) (le cas échéant) et/ou le nombre d'heures pour faire la prestation des services
 - Les rôles et les responsabilités de votre société et/ou des facilitateurs dans le cadre du projet, y compris une description des services fournis au client et le genre de livrables ; et
 - On doit indiquer l'identité de l'organisme client (fournir des références). Inclure le nom de la personne ressource du client pour qui le travail a été directement effectué, ainsi que les coordonnées.
2. Les curriculum vitae utilisés dans le cadre de la proposition DOIVENT mentionner les détails des compétences, de l'expérience pertinente et l'expertise des facilitateurs proposés, en y incluant une description de leurs projets antérieurs.
3. Veuillez noter que les coordonnées données pour une référence DOIVENT inclure le nom de la personne ressource, le titre, et le numéro de téléphone actuel. L'équipe de l'évaluation se réserve le droit de communiquer avec toute référence indiquée.
4. Une copie des diplômes des facilitateurs proposés DOIT être incluse avec la proposition.

ANNEXE E CRITÈRES D'ÉVALUATION

EXIGENCES CONCERNANT LA COTATION NUMÉRIQUE :

En outre des exigences obligatoires, la proposition technique sera évaluée selon les critères suivants. La proposition doit recevoir 60 % de la note globale maximale de 125 points afin d'être considérée conforme.

ATTENTION PROPOSANTS : VEUILLEZ INDIQUER LE NUMÉRO DE LA PAGE DE VOTRE PROPOSITION OÙ SONT TRAITÉES LES QUESTIONS DEMANDÉES.

		POUR FINS D'ÉVALUATION		
		No de la page	Cote	Observations
1,	Compréhension Cote maximale totale pour cette partie : 50 points			
	1.1 Compréhension démontrée Les propositions seront évaluées selon : <ul style="list-style-type: none">• Les connaissances démontrées des programmes correctionnels et l'évaluation du cheminement du client selon les objectifs ou les buts du traitement/de l'intervention ; gérer, appuyer et motiver les clients individuellement ou en groupe ; faire rapport de l'incidence du programme en rapport avec la gestion du risque du client ; démontrer la capacité de travailler en collaboration avec l'équipe de gestion de cas du Service correctionnel du Canada (SCC) afin de repérer les besoins des clients et contribuer à la planification du programme ; habileté à communiquer efficacement oralement et par écrit. (20 Points)• Compréhension démontrée du processus de changement et des techniques utilisées pour traiter des clients réticents : (15 Points)• Compréhension démontrée des normes des programmes correctionnels (15 Points) Maximum 50 points			
2.	Expérience des facilitateurs : Cote maximale pour cette partie : 50 points			
	2.1 Les facilitateurs proposés seront évalués selon chaque diplôme obtenu. Les propositions seront cotées selon la formation démontrée des facilitateurs proposés (ex. Bac. Maîtrise, Doctorat) en sus de l'exigence obligatoire no 4). 10 Points : 1er diplôme obtenu 4 Points : pour chaque diplôme supplémentaire obtenu Maximum 18 points			

ANNEXE E

CRITÈRES D'ÉVALUATION

	<p>2.2 Les facilitateurs proposés seront évalués pour leur expérience en interventions individuelles ou de groupe auprès des personnes socialement désavantagées (c'est-à-dire, les populations carcérales, les personnes aux prises avec la violence conjugale, les conseils en matière de toxicomanie, etc.).</p> <p>Les propositions seront cotées selon un minimum de prestation des interventions pendant six mois ou selon les interventions de groupe réalisées.</p> <p>8 Points : pour les premiers douze mois d'expérience 4 Points : pour chaque période additionnelle de 6 mois d'expérience</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maximum 20 points 			
	<p>2.4 Les facilitateurs proposés seront évalués selon leur expérience dans la prestation d'interventions de groupe (quatre participants ou davantage) auprès de différentes populations, (c'est-à-dire, les personnes handicapées, selon le sexe, la culture, la langue, les populations vieillissantes, ayant un faible niveau de fonctionnement et ayant divers besoins de traitement).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les propositions seront évaluées selon le genre de populations avec qui le travail s'est fait et le nombre de personnes. <p>4 Points : pour chaque genre de groupe avec qui le facilitateur a travaillé.</p> <p>Maximum 12 points</p>			
3	<p>Expérience de la société proposante ou du proposant.</p> <p>Cote maximale pour cette partie : 25 points</p>			
	<p>3.1 La société/l'organisme du proposant sera évalué selon le nombre d'années d'expérience et le nombre de projets réalisés en matière de conseils et de services d'intervention.</p> <p>5 Points pour chaque année complète pendant laquelle la société ou l'organisme a donné des services conseil ou d'intervention.</p> <p>Maximum 25 points</p>			